



Construction

01.05.2015

Page: 14

Circulation: 17000

975016

480

Baromètre ADEB

# Pessimisme en hausse chez les grands entrepreneurs

Contrairement au baromètre de l'année dernière, les plus grandes entreprises belges de grands travaux sont très inquiètes par rapport à leur avenir dans notre secteur. Les effets du marasme économique se font ressentir, tout comme la présence de la main-d'œuvre étrangère bon marché, ainsi que le manque d'investissement pour les grands travaux publics.



ADEB - Marc Peeters (g.) et Didier Cartage, Président et Directeur de l'ADEB.



RIXENSART - L'ADEB vise Infrabel et la SNCB pour leur manque d'investissement.

La morosité s'est installée et elle n'est pas prête de s'en aller. C'est en tout cas le constat que pose la majorité des 60 plus grandes entreprises belges de construction interrogées dans le cadre du baromètre annuel de l'ADEB. Son Directeur Général, Didier Cartage, le confirme: «les chiffres ne sont pas bons du tout.» Au total, 68% des patrons consultés se disent inquiets, voire très inquiets, des perspectives d'avenir dans le secteur de la construction pour les douze prochains mois. Même son de cloche du côté de l'emploi, où les possibilités d'embauche se réduisent fortement. Alors que le baromètre de l'année 2014 révélait un certain

optimisme, cette année, c'est l'inverse qui se produit. Seuls 23% des compagnies sondées pensent engager du personnel dans l'année qui vient. Cela représente moins de la moitié de l'année précédente! En 2014, 50% des entreprises pensaient recruter des collaborateurs. Pire, pour les

mois à venir, près d'un patron sur trois (32%) estime qu'il va devoir licencier prochainement. Lors de la précédente enquête, ils n'étaient que 24% à penser devoir se séparer de membres de leurs personnels.

Un important facteur explique le pessimisme exprimé par les patrons des grandes entreprises de construction. Selon l'ADEB, les investissements publics sont largement insuffisants. Si l'on compare la situation belge au reste des pays membres de l'Union européenne, la Belgique attribue seulement 1,6% de son PIB (produit intérieur brut) aux investissements publics dans les grands travaux. La moyenne européenne est, elle, de 3%. «C'est le niveau le plus bas d'Europe» souligne Didier Cartage, qui met également en avant «qu'en trois ans, le volume de soumissions publiques a chuté de 30%.» Deux exemples montrent actuellement les difficultés rencontrées par les différents pouvoirs publics belges. Pour Marc Peeters, le président de l'ADEB, «la SNCB et Infrabel ont arrêté totalement leurs soumissions.»

de la concurrence et donc les prix des marchés publics. Ces travailleurs étrangers, ne payant pas de charges sociales dans notre pays, «coûtent en moyenne 10 euros par heure en moins qu'un travailleur belge», explique Didier Cartage. Il rappelle également aux pouvoirs publics que l'ADEB est «demandeuse de plus de contrôle.» Le baromètre indique aussi que les patrons de construction craignent le manque de main-d'œuvre qualifiée. 13% souhaitent engager, mais ils n'y arriveront pas, par manque de travailleurs qualifiés.

## EMPLOIS EN PÉRIL

Toutes ces composantes mises ensemble font que l'avenir s'annonce difficile pour notre secteur dans les prochaines années. L'ADEB annonce que si l'État ne relance pas ses financements pour les grands chantiers, ce sont près de 10.000 emplois qui sont menacés d'ici 2019. La solution passe par «une vision politique à long terme en matière de travaux publics», conclut Marc Peeters. ■

## «Investissements publics le plus bas d'Europe»

D'autres thématiques inquiètent également les patrons membres de l'ADEB. Essentiellement le problème du dumping social qui influence grandement les prix



www.aдеб-vba.be